

Déclaration Liminaire CSAL du 9 janvier 2023



Depuis trop longtemps les gouvernements successifs ont considéré la DGFIP comme un réservoir d'emplois à supprimer : près de 50 000 de 2002 à 2023 !

Alors, quand le ministre et la DG se félicitent de supprimer seulement 850 emplois supplémentaires à la DGFIP en 2023, c'est montrer bien peu de considération envers ce que devraient être nos missions de service public mais surtout envers les collègues qui subissent ces suppressions depuis des années.

Faudrait-il applaudir lorsque la DG estime unilatéralement les gains de productivité liés à la suppression de nos services avec le NRP et de certaines de nos missions (TH sur les résidences principales, contribution à l'audio visuel public) ?

Avec son raisonnement imperméable à toute prise en compte de l'humain, des conditions de travail, de la qualité du service public rendu, ... le gouvernement, ses ministres et la DG continuent à mener la DGFIP à sa perte.

Les transferts d'emplois sont l'arbre qui ne cache pas la forêt des suppressions massives. Ils correspondent systématiquement à des transferts de charge le plus souvent sous-estimés et à une anticipation de l'évaporation naturelle qui déstabilisent les services exportateurs.

En Gironde comme d'habitude la saignée concerne uniquement les catégories B et C qui servent de variable d'ajustement : 44 suppressions (19 B et 25 C).

Pour mémoire depuis 2011, la Gironde a subi 470 suppressions de postes, soit près d'1/3 des effectifs...
Un véritable plan de licenciements local et national ...

C'est une des raisons pour lesquelles, cette année, contrairement aux années précédentes, la CGT Finances Publiques 33 a fait le choix de ne pas boycotter le CSAL concernant les suppressions d'emplois en Gironde. Non pas pour discuter le bout de gras avec la Direction, mais pour porter nos revendications et surtout notre interrogation majeure : les directeurs répartissant librement les suppressions d'emplois nous aimerions entendre pour chaque service concerné la raison invoquée par la direction pour les justifier.

Dans le contexte actuel morose de crise économique sur fonds d'inflation, de casse sociale et économique perpétuelle, de guerres, de conflits et tensions géopolitiques internationales, de progression des idées d'extrême droite, la CGT Finances Publiques 33 continue de revendiquer :

- ✓ L'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations,
 - ✓ des accueils physiques et téléphoniques de pleines compétences avec du personnel en nombre suffisant pour assurer un service public digne de ce nom
 - ✓ L'ouverture immédiate de véritables négociations sur l'augmentation de la valeur du point d'indice et sur une refonte générale de toutes les grilles indiciaires,
 - ✓ La retraite à 60 ans et non à 65 ans comme veut nous l'imposer Mr Macron
 - ✓ L'abrogation de la loi de transformation de la fonction publique...
- des accueils physiques et téléphoniques de pleines compétences avec du personnel en nombre suffisant pour assurer un service public digne de ce nom